

La crise guadeloupéenne entre dans sa cinquième semaine

Par Alex Céleste, Haut fonctionnaire ultramarin

le 19 février 2009

La mobilisation « contre la vie chère, les situations de rente et les profiteurs », organisée par le collectif LKP, se traduit depuis cinq semaines par le blocage de la Guadeloupe et par de nombreuses manifestations, de plus en plus violentes. La paralysie de l'activité économique, notamment par la fermeture forcée d'entreprises et la privation de carburants opérée par le LKP, aura de fâcheuses conséquences sur le développement de l'île et sur son image.

Les véritables enjeux de la crise ne résident pas simplement dans une lutte contre la vie chère – par ailleurs justifiée. En réalité, les objectifs du collectif LKP sont ambigus. Il faut placer ses revendications réelles dans la perspective de la consultation du 7 décembre 2003, qui a vu 75% des Guadeloupéens rejeter une modification du statut de l'île. Emmené par des responsables politiques de tendance régionaliste, ce mouvement contient des éléments dont le réel motif pourrait être de prendre dans la rue une revanche sur les urnes.

Il faut cependant saluer certains aspects de ce mouvement populaire, à savoir qu'il accélère la prise de conscience de la population, des élus et de l'Etat sur l'urgence de lutter contre les abus de sociétés métropolitaines. Il a également dénoncé les inégalités de la société antillaise, et mis en lumière la nécessité de moderniser les rapports interraciaux.

*Contrairement aux autres acteurs dans l'île, **le LKP affiche une grande cohérence dans son attitude et ses méthodes** : La division du travail opérée entre la couverture « idéologique » des plus anciens et un leader charismatique rompu aux techniques de communication semble fonctionner parfaitement. Cependant, les méthodes utilisées, de plus en plus radicales, sont éminemment contestables en pays démocratique.*

***L'Etat a commis de nombreuses approximations dans la gestion de la crise.** Les négociations-spectacle organisées au début de la crise, les promesses intenable du secrétaire d'Etat puis son départ à la dérobée de l'île ont illustré les dysfonctionnements dans la gestion interministérielle de l'outre-mer et, pour tout dire, le désintérêt du Gouvernement pour les questions ultramarines.*

***Le paysage politique guadeloupéen a été durablement affecté par cette crise.** Les élus locaux, divisés par l'appel d'air du mouvement, avec les effets d'aubaine qu'il comporte évidemment, sont bien peu nombreux à défendre une sortie de crise démocratique. Les lignes tracées par le mouvement rendent cependant difficile la position des élus locaux.*

Les chefs d'entreprises peinent à trouver la voie du dialogue social. Il est à regretter que les grandes entreprises métropolitaines ne fassent pas preuve de plus de bonne volonté, tant dans leur communication que dans les efforts qu'elles réalisent effectivement.

Quant à l'opinion publique, dans laquelle réside tout l'enjeu de la crise, elle est partagée. Le système démocratique ouvert depuis la départementalisation, s'il présente des avantages incontestables, n'est pas parvenu à effacer les blessures du passé. La situation sociale de l'île, marquée par le chômage et les inégalités, contribue à rendre attractif le mouvement qui semble s'intéresser aux difficultés quotidiennes de la population.

Dans une situation aussi incertaine, il reste à faire confiance aux différents acteurs pour éviter une aggravation violente de la crise.

La Guadeloupe entre dans sa 5^{ème} semaine de crise et celle-ci se durcit. Cette crise ne trouve pas ses origines uniquement dans les problèmes de pouvoir d'achat. Ses ressorts sont multiples et complexes.

Une tentative de description des faits, des véritables enjeux et de l'attitude des différents protagonistes permet de mieux mesurer cette complexité.

1 - LE MOUVEMENT EST D'UNE AMPLIEUR INCONTESTABLE ET IL A REVELE UNE LEGITIME EXASPERATION FACE A DES SITUATIONS DE RENTE INJUSTIFIEES

Le collectif « Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) » a lancé le 20 janvier 2008 un mouvement de protestation présenté comme une mobilisation contre la vie chère, contre les situations de rente et contre les « profiteurs ».

Ce mouvement, discrètement et soigneusement préparé, depuis plusieurs mois, a surpris les institutions publiques par l'efficacité de son organisation et par son ampleur.

Le collectif LKP qui est un regroupement hétéroclite d'une cinquantaine d'organisations diverses, associatives et syndicales, est en réalité animé et contrôlé par des leaders syndicaux nationalistes, autonomistes ou indépendantistes selon le registre sémantique retenu. Ces animateurs rompus à la lutte syndicale et politique ont remarquablement organisé la paralysie de l'île, d'abord en la privant de carburant car ils contrôlent une partie importante du réseau de distribution, ensuite en faisant fermer les établissements d'enseignement puis en contraignant les entreprises à la fermeture.

Il ne s'agit donc pas véritablement d'un mouvement de grève, les grévistes étant relativement peu nombreux, sauf peut-être dans l'éducation nationale où des problèmes spécifiques se posent.

En revanche, il s'agit d'un mouvement efficace de blocage de l'île et d'une mobilisation forte, les manifestations les plus nombreuses ayant pu rassembler entre 10 et 20.000 personnes, ce qui est exceptionnel pour le département.

Depuis plus de quatre semaines donc, l'activité est considérablement perturbée avec d'énormes difficultés pour circuler du fait de la pénurie de carburants, avec la fermeture des établissements d'enseignement, avec des problèmes de ravitaillement pour les familles, les supermarchés étant contraints à la fermeture et avec un grand nombre d'entreprises dans l'impossibilité de fonctionner...

Depuis le 16 février, des barrages routiers sont organisés par le collectif et entraînent des actes de violence et donc des opérations de maintien de l'ordre.

Les conséquences en termes de pertes d'emplois et de dépréciation de l'image de l'île, notamment d'un point de vue touristique, seront probablement majeures.

2 - LES VERITABLES ENJEUX SONT AILLEURS QUE DANS LES QUESTIONS DE POUVOIR D'ACHAT :

Pour comprendre la crise guadeloupéenne, il faut savoir que, derrière les protestations contre la vie chère, justifiées mais en réalité subsidiaires pour les animateurs du LKP, se cachent des enjeux politiques et donc de pouvoir que la population tarde à déceler.

Dirigé par des indépendantistes et appuyé par des responsables politiques de tendance nationaliste, le mouvement LKP est une tentative, pour ses leaders et pour les élus qui le soutiennent plus ou moins ouvertement, de prendre, dans la rue, une revanche sur la défaite qu'ils ont connue dans les urnes à l'occasion de la consultation du 7 décembre 2003 qui avait vu 75% des Guadeloupéens rejeter le projet d'évolution statutaire proposé par le Gouvernement avec l'assentiment de la plupart des élus locaux.

Dans une perspective historique plus longue, le mouvement LKP peut aussi être interprété comme une tentative de revanche des indépendantistes des années 60 à 80 qui n'avaient pu convaincre par les armes et que l'on trouve aujourd'hui, parfois très âgés, en appui idéologique au mouvement.

La popularité du mouvement vient du fait qu'il avance masqué et qu'il a eu l'intelligence et probablement le mérite d'accélérer la prise de conscience des Guadeloupéens, de leurs élus et de l'Etat qu'il convenait de lutter plus ardemment contre les monopoles et les situations de rente qui freinent le développement économique local et qui surtout contribuent à la cherté de la vie.

L'ampleur du mouvement a obligé l'Etat qui était, jusqu'alors, sinon complice du moins passif, à s'attaquer aux marges de la compagnie pétrolière locale qui vend les carburants nettement plus chers que dans l'hexagone et à dénoncer les abus de sociétés métropolitaines, notamment dans le secteur des banques, des transports et des télécommunications, qui ne jouent pas le jeu du développement de l'île.

En cela le LKP, même si la vie chère n'est que sa préoccupation de façade, a joué ces dernières semaines un rôle plutôt positif.

Le mouvement a également pointé du doigt des inégalités plus fortes dans la société antillaise que dans l'hexagone : inégalité entre les salariés modestes du privé et leurs homologues du secteur public qui bénéficient de majorations de traitement, inégalités plus fortes également que dans l'hexagone entre les cadres et les ouvriers.

Le mouvement a aussi porté au grand jour, quitte à parfois les exagérer, des rapports de propriétés déséquilibrés entre les noirs et les blancs. Il a mis en lumière la nécessité de moderniser les rapports interraciaux. Il a permis de dénoncer aussi l'apparition de « ghettos blancs », sorte de copropriétés fermées et habitées principalement par des métropolitains qui heurte à juste titre les Guadeloupéens qui se sentent dépossédés de leur territoire.

Ceci est également positif et forcera les autorités publiques et les différentes communautés à réfléchir ensemble sur les moyens à mettre en œuvre pour faire émerger un « vivre ensemble » plus harmonieux.

Cependant, ses près de 130 revendications dans tous les domaines de l'activité humaine, ses déclarations sur sa volonté de changer les rapports sociaux et son insistance à opposer les composantes noire et indienne d'une part et blanche d'autre part de la société guadeloupéenne montrent que les motivations du LKP, tout au moins celles de ses animateurs, sont ailleurs que dans les questions de pouvoir d'achat, qu'elles sont politiques et qu'elles portent sur un choix de société qui devrait normalement relever d'une démarche démocratique et donc d'un projet à soumettre aux électeurs, ce que la Constitution autorise.

Le nœud du problème vient du fait que chacun estime qu'une proposition d'évolution statutaire portée par les indépendantistes n'aurait guère de chance de recueillir plus de 10 à 15% des suffrages. Aussi les animateurs du LKP tentent-ils de séduire autrement, notamment en se présentant comme le meilleur recours contre l'exploitation et la domination économique qui rendent la vie plus chère et plus difficile. Depuis bientôt cinq semaines, ce choix tactique s'est révélé plutôt efficace.

3 - MIS A PART LE LKP, LES PROTAGONISTES DE LA CRISE N'ONT PAS TOUJOURS UN COMPORTEMENT LISIBLE :

3.1 - LE LKP AFFICHE UNE GRANDE COHERENCE DANS SON ATTITUDE ET SES METHODES :

Les animateurs du LKP dont l'objectif est de déstabiliser les institutions en place pour en montrer les limites font preuve d'une véritable constance, d'une parfaite cohérence et d'une vraie détermination dans la poursuite de cet objectif.

Plusieurs d'entre eux apparaissent très bien formés aux techniques de déstabilisation. Les plus anciens contribuent assez efficacement à donner un sens idéologique au mouvement. Le leader du mouvement, Elie DOMOTA, révèle, en particulier, un talent certain notamment en matière d'adaptation de sa communication aux différents publics ou médias auxquels il s'adresse.

A travers ce leader au réel charisme, le mouvement s'emploie à se rendre sympathique aux yeux de la population et y parvient dans une certaine mesure.

Toutefois, derrière une façade de Robin des bois, juste et courageux, apparaît un leader qui n'hésite pas à recourir à des méthodes éminemment contestables en pays démocratique et qui ne sont pas sans rappeler celles utilisées par des mouvements populistes ou d'extrême droite :

- techniques de manipulation des masses en les mobilisant sur des revendications étrangères au véritable objectif des leaders ;
- fabrication d'une légitimité de la rue différente de la légitimité des urnes ;
- prise de contrôle de médias importants par intimidation ou par infiltration ;
- désignation à la vindicte populaire d'un groupe ethnique qui serait coupable de profiter abusivement du pays ;
- techniques d'intimidation physique dans les entreprises ou les administrations pour les contraindre à fermer ;
- techniques de provocation des forces de l'ordre et de mise en scène des opérations de maintien de l'ordre pour tenter de fabriquer des martyrs ;
- instrumentalisation d'intellectuels prompts à théoriser le mouvement dans un sens plus présentable ;
- incitation des plus fragiles et de ceux qui se sentent exclus à prendre le contrôle de la rue y compris par des actes violents et quitte à les exposer au danger ;
- inoculation dans l'esprit des plus jeunes ou des plus faibles d'un sentiment victimaire ou doloriste. Le recours à cette technique, également utilisée dans les banlieues de l'hexagone, constitue probablement l'action la plus dangereuse et la plus destructrice du collectif car elle prive les individus visés de toute volonté de progresser dans la société, persuadés que leur couleur de peau leur interdit la promotion sociale. Elle les rend également vulnérables aux idéologies les plus extrêmes.

3.2 - L'ÉTAT FAIT PREUVE DE MAITRISE DANS LA CONDUITE DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE L'ORDRE MAIS LA GESTION INTERMINISTERIELLE DE LA CRISE EST APPROXIMATIVE ET TRADUIT UN MANQUE D'INTERET OU D'EXPERTISE DE CE GOUVERNEMENT SUR LES QUESTIONS D'OUTRE-MER :

Jusqu'à présent l'Etat a géré de manière mesurée et adaptée le maintien de l'ordre à l'occasion des différentes manifestations, parfois de grande ampleur, qui ont rythmé la crise.

En revanche la gestion interministérielle de la crise apparaît approximative.

L'acceptation par l'Etat de conduire les premières négociations dans un forum rassemblant plus de 200 personnes et sous les caméras de télévision retransmettant les débats en direct a constitué une première erreur grave. Les leaders du collectif ont ainsi trouvé une tribune inespérée pour galvaniser l'opinion face à un représentant de l'Etat soumis au devoir de réserve et à des élus ne pouvant pas quitter la salle sauf à apparaître comme à l'origine de la rupture des discussions. C'est ainsi que l'Etat d'une part, les élus d'autre part, c'est-à-dire les institutions issues de processus démocratiques, ont été mis en cause publiquement sans être en situation de répondre sereinement.

Constatant que la méthode choisie conduisait à une impasse, l'Etat, au bout de quatre journées de négociations-spectacle, ne pouvait que proposer d'en changer et de négocier dans un format plus réduit. Toutefois, avant de quitter la salle, le préfet a été chargé de lire un message du secrétaire d'Etat à l'outre-mer promettant des baisses de TVA et des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale, pour toutes les entreprises, de nature à permettre, d'une part la baisse des prix et d'autre part des augmentations de salaires.

Or dans les jours qui ont suivi, ces annonces se sont révélées ne pas avoir été avalisées par Matignon. Préparé à la hâte, le message du secrétaire d'Etat a fait naître des espoirs que depuis, le Gouvernement peine à tempérer.

L'arrivée surprise en Guadeloupe, du secrétaire d'Etat a également laissé espérer un règlement de la crise. Toutefois en adoptant une attitude curieusement complaisante à l'égard du collectif et aussi curieusement brutale à l'égard du patronat, le secrétaire d'Etat a déstabilisé ses alliés naturels qui se sont crispés sans pour autant gagner la confiance du collectif.

Isolé, le secrétaire d'Etat est rentré subrepticement à Paris pour tenter de gagner a posteriori les arbitrages qui auraient dû précéder ses annonces. Or Matignon ne l'a pas suivi et le secrétaire d'Etat a dû revenir en Guadeloupe sans les moyens financiers lui permettant de respecter ses promesses et de régler la crise.

Il n'a cependant pas ménagé ses efforts pour trouver, en coordination avec les collectivités locales, des réponses aux quelques 130 revendications du collectif. Mais la principale d'entre elles, l'augmentation de 200 € des bas salaires, dont la satisfaction était à portée de main après les engagements relatifs aux

exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale qui devaient être recyclées en augmentations de salaires, a été renvoyée par Matignon au bon vouloir des entreprises. Et rares sont celles capables d'octroyer une telle somme.

Même si la décision du Premier ministre de ne pas faire financer par le contribuable des augmentations de salaires dans le secteur privé sur une partie limitée du territoire est compréhensible, ces revirements traduisent des dysfonctionnements dans la gestion interministérielle de l'outre-mer. Ces erreurs peuvent trouver plusieurs explications :

la nouvelle omniprésence de l'Élysée et ses interférences ont pour conséquence, dans ce secteur comme dans les autres, de gripper la machine à arbitrer ordinairement bien huilée qu'est Matignon ; plus simplement, l'outre-mer ne suscite plus dans l'équipe au pouvoir le même intérêt, ses turbulences ne mobilisent plus aussi efficacement l'appareil gouvernemental, ses défenseurs sont moins nombreux dans l'administration d'Etat et le ministère chargé de l'outre-mer a perdu, en 2 ans, plus de la moitié de ses effectifs ;

certains imaginent même que le désintérêt du Gouvernement actuel à l'égard de l'outre-mer est tel que les erreurs commises dans la gestion de la crise sont volontaires et ont pour finalité de provoquer un largage des DOM dont l'opinion publique hexagonale, un peu désespérée face aux soubresauts ultramarins, pourrait se satisfaire !

Sans aller jusque là, il reste que la volonté affichée du chef de l'Etat et du Gouvernement de privilégier un développement endogène des DOM est souvent interprétée comme un premier pas vers le largage, tant on ne concevrait pas qu'une telle exigence puisse être formulée à l'endroit de départements métropolitains également en retard de développement...

Enfin, le silence du Président de la République qui ne recevra les élus d'outre-mer que le 19 février, soit 5 semaines après le début de la crise, alors qu'il est habituellement présent sur tous les fronts, est perçu en Guadeloupe comme une marque de mépris qui exacerbe les tensions.

3.3 - LES ELUS ONT BIEN DU MAL A TROUVER LEURS REPERES :

Les comportements des élus dans cette crise sont divers. La crise a fait voler en éclats les alliances et, à l'issue de cette crise, on assistera probablement à une recomposition du paysage politique guadeloupéen.

Il y a ceux qui, depuis le début du mouvement, sont derrière le collectif. Il s'agit principalement de ceux qui n'acceptent pas le verdict démocratique de décembre 2003 et qui voient dans la crise le moyen d'accélérer une évolution institutionnelle que la population a rejetée. Même si leurs partisans prêtent main forte au collectif pour fermer de force les entreprises et les commerces, ils n'affichent pas leur position ;

Il y a ceux qui, plus sincèrement, soutiennent le collectif car ils ont toujours partagé des convictions autonomistes ou indépendantistes ;

Il y a ceux qui le soutiennent également sincèrement parce qu'ils croient encore qu'il s'agit d'une lutte pour défendre le pouvoir d'achat ;

Il y a ceux, assez nombreux, qui, par opportunisme, tentent de récupérer la popularité supposée du mouvement ;

Il y a ceux à qui l'exaltation collective fait soudain retrouver un lointain sentiment juvénile nationaliste, longtemps étouffé dans des conseils municipaux républicains ;

Il y a encore ceux qui accourent d'autres départements pour être sur la photo au cas où ce serait le grand soir !

Il y a enfin ceux, assez rares finalement, qui se souviennent qu'ils n'ont pas été élus pour changer le régime, qui rappellent que la Constitution offre la possibilité à tout moment aux majorités élues au conseil régional et général d'initier une procédure de changement de statut pouvant aller, si le peuple l'approuve, jusqu'à l'autonomie ou l'indépendance et qui, en conséquence, invitent les initiateurs du mouvement à déposer une liste sur cette base aux prochaines élections régionales. Il s'agit du député-président du conseil régional, Victorin LUREL et du sénateur-président du conseil général, Jacques GILLOT et de leurs partisans qui, en démocrates responsables, sont les seuls à lancer des appels au calme, à condamner les dérives racistes de la crise et à travailler à l'élaboration de solutions concrètes de sortie de crise tout en reconnaissant au mouvement le mérite d'avoir accéléré les investigations et la lutte contre les situations de rente et de monopole.

Il reste que la plupart des élus sont mal à l'aise :

- parce que leur légitimité, qui n'est pourtant pas contestable, est bafouée, depuis plus d'un mois, par un collectif qui n'a jamais subi le verdict des urnes ;
- parce que le collectif décerne aujourd'hui des brevets de « guadeloupéennité » et qu'apparaître trop ouvertement comme un défenseur de la République et de la démocratie est immédiatement dénoncé comme un acte de trahison à la cause guadeloupéenne.

3.4 - LES CHEFS D'ENTREPRISES PEINENT A TROUVER LA VOIE D'UN DIALOGUE SOCIAL MODERNISE :

Même si l'intransigeance du collectif et la véritable nature de ses motivations ne facilitent pas l'émergence d'un dialogue social serein en Guadeloupe, on peut regretter :

- que le patronat blanc traditionnel ne communique pas mieux et n'ait pas tendu la main plus tôt et plus fraternellement à la majorité noire de la population pour un partage plus équilibré de la richesse et des responsabilités économiques ;

- que les grandes entreprises métropolitaines installées en Guadeloupe ne fassent pas suffisamment d'effort pour confier localement des responsabilités aux Guadeloupéens. La plupart des banques installées en Guadeloupe sont par exemple dirigées par des métropolitains...
- le manque d'imagination et d'empressement des organisations patronales à faire des propositions constructives dans le volet salarial des négociations.

Il est à noter enfin que le collectif s'emploie à enfoncer un coin entre les patrons de petites entreprises, souvent noirs, et les patrons blancs qui sont à la tête d'entreprises moyennes mais également petites.

3.5 - LA POPULATION EST PARTAGÉE :

Tout l'enjeu de la crise réside dans la conquête de l'opinion publique.

La population guadeloupéenne qui vit, depuis la départementalisation, dans un système démocratique dont elle sait les avantages est très majoritairement hostile à toute aventure institutionnelle et a fortiori à l'indépendance. Cela ne signifie par pour autant qu'elle est viscéralement attachée à la République et à une métropole qui, depuis quelque temps, lui montre des signes d'indifférence qui blessent.

La relation à la France et à la République est encore ambiguë dans une île historiquement marquée par l'esclavage et où l'égalité sociale a mis près de 60 ans à se réaliser après la loi de départementalisation.

22% de chômage, une part importante de la population vivant des minima sociaux et le conditionnement victimaire asséné à longueur d'année par les indépendantistes rend la population réceptive aux mots d'ordre de lutte contre des profiteurs clairement désignés et, pour la partie la plus fragile, vulnérable aux dérives racistes de certains mouvements.

On peut dès lors s'étonner qu'une part importante de la foule qui manifestait ces derniers jours soit composée de fonctionnaires dont la paye majorée sera assurée à la fin du mois et dont le niveau de vie est supérieur à celui de leurs homologues de métropole... c'est toute la complexité de la relation !

Ce qui paraît à peu près certain, c'est que la majorité aspire à la tranquillité, ne fait pas grève et réprouve les perturbations de sa vie quotidienne engendrées par la crise.

Mais, il est presque aussi certain, qu'elle éprouve quelque part de la sympathie envers un mouvement qui semble s'intéresser à ses difficultés quotidiennes même si, encore une fois, la motivation de ses dirigeants est ailleurs.

L'opinion est enfin sur le fil du rasoir : si les gendarmes mobiles, quasiment tous blancs, commettent une bavure et que le collectif trouve son martyr, il y a fort à parier que les réflexes ethniques interviendront et

que l'opinion basculera en faveur du collectif. Si un patient décède sur le chemin de l'hôpital, dans l'ambulance retardée par un barrage du collectif, ce sera probablement l'inverse.

C'est là que le professionnalisme dans le maintien de l'ordre devient un déterminant de la crise et que la démocratie révèle certaines limites...